



**CANTON DU VALAIS  
KANTON WALLIS**

Département de la formation et de la sécurité  
Departement für Bildung und Sicherheit



2017.0544

## **DIRECTIVES**

**du 23 mars 2017**

**relatives à des mesures scolaires particulières pour les enfants souffrant de troubles et de handicaps divers dans la scolarité obligatoire (cycles 1-2-3)**

---

*Dans le présent document, toute désignation de personne, de statut ou de fonction s'entend indifféremment au féminin et au masculin.*

Vu la loi sur l'instruction publique du 4 juillet 1962 ;

vu la loi sur l'enseignement spécialisé du 12 mai 2016 ;

vu la loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées du 13 décembre 2002 ;

vu l'ordonnance sur l'évaluation relative à l'évaluation du travail des élèves à l'école obligatoire du 17 juin 2015, en particulier son article 29 ;

considérant qu'il convient d'adapter certaines dispositions officielles à l'intention d'élèves souffrant de troubles particuliers et de handicaps divers ;

sur la proposition du Service de l'enseignement,

***d é c i d e***

### **1. OBJECTIF**

Les présentes directives doivent permettre aux élèves souffrant de troubles et de handicaps divers de suivre, au moyen d'aides appropriées, une scolarité ordinaire. Cependant, la mise en place de mesures particulières n'est pas toujours suffisante pour garantir l'atteinte des objectifs du programme et la réussite scolaire.

### **2. CHAMP D'APPLICATION**

#### **2.1 Élèves concernés**

Les mesures spéciales s'appliquent aux élèves atteints de graves troubles et de handicaps divers (dyslexie, dysphasie, dysorthographe, dyscalculie, dyspraxie, TDAH, haute potentialité problématique, déficits sensoriels et autres handicaps) pour autant que les diagnostics aient été posés par des spécialistes reconnus par le Département (notamment logopédiste, psychologue, pédiatre, médecin spécialisé).

## **2.2 Degrés concernés**

Les mesures spéciales sont applicables à tous les élèves rattachés à la scolarité obligatoire.

## **3. SIGNALEMENT**

Le signalement peut parvenir de l'enseignant, des parents, d'une instance spécialisée, de la direction d'école ou autres autorités scolaires.

Dans tous les cas, les parents sont avisés et le signalement est communiqué à l'enseignant titulaire qui en informe sa direction.

### **3.1 Signalement**

Lorsque des symptômes liés à un trouble ou à un handicap, tels que mentionnés au point 2.1, se manifestent chez un élève, l'enseignant doit :

- en parler aux parents ou au représentant légal ;
- aviser l'enseignant titulaire (et le conseil de classe au niveau du cycle d'orientation) ;
- utiliser les ressources directes de l'école (enseignant d'appui, spécialistes du CDTEA, ...)
- signaler l'élève à la direction d'école conformément au principe du guichet unique ;
- proposer aux parents un examen par un spécialiste reconnu via la séance de coordination pluridisciplinaire.

### **3.2 Suivi**

Lorsque le handicap ou les limitations de l'élève sont reconnus, l'enseignant doit :

- rassurer l'élève afin qu'il sache que l'on connaît ses difficultés et que l'on en tient compte ;
- permettre à l'élève de recourir à certains aménagements spécifiques ou des conditions de passation particulières, tels que : temps approprié, lecture orale de consignes, soutien par un camarade, mise à disposition de documents de références, d'outils informatiques, de dictionnaire électronique, de calculatrice, etc. ;
- tenir compte des difficultés de l'élève dans l'évaluation et, le cas échéant, obtenir les dispenses nécessaires auprès de l'inspecteur scolaire ;
- collaborer, en cas de besoin, avec l'enseignant d'appui pour la mise en place des mesures choisies ;
- transmettre l'information au titulaire de la nouvelle classe.

En tous les cas, l'enseignant applique la décision d'aménagement prise par la direction (cf. point 6).

## **4. CONSEIL PÉDAGOGIQUE**

Le conseiller pédagogique de l'Office de l'enseignement spécialisé peut, en collaboration avec l'inspecteur scolaire et sur demande de la direction d'école, fournir les conseils pédagogiques.

## **5. RESPONSABILITÉ DES PARENTS**

Il est de la responsabilité des parents, lorsque leur enfant souffre de l'un des troubles décrits au point 2.1 et que celui-ci a été diagnostiqué préalablement par un spécialiste reconnu, d'informer l'enseignant et la direction d'école. Ils fournissent à l'enseignant tout dossier comprenant les rapports spécialisés. Ils maintiennent une collaboration avec l'école permettant d'assurer le suivi de l'enfant et autorisent à leur enfant l'accès aux traitements éventuellement proposés par les spécialistes.

## **6. RESPONSABILITÉ DE L'AUTORITÉ SCOLAIRE**

Il est de la responsabilité des directions d'écoles subsidiairement de l'inspection scolaire de s'assurer que les enseignants appliquent les présentes directives.

La direction d'école s'assure que le handicap de l'élève soit reconnu et que les mesures d'aménagements nécessaires soient mises en place, en fonction du diagnostic du spécialiste et en accord avec le titulaire et les parents, selon l'art. 29 de l'ordonnance sur l'évaluation et le travail des élèves.

Les parents entendus, la décision d'appliquer des conditions de passation particulières ainsi que le choix des aménagements relèvent de la compétence de la direction d'école, sur préavis du titulaire (et du conseil de classe pour le cycle d'orientation), de l'enseignant spécialisé et sur proposition du spécialiste reconnu.

Cette décision est formalisée par la direction d'école et transmise aux parents. Elle doit figurer dans le dossier d'évaluation de l'élève.

Lors des passages à un niveau d'enseignement supérieur, les autorités scolaires se transmettent les informations détaillées sur chacun des élèves ayant des besoins particuliers liés à un handicap reconnu.

## **7. PROMOTION ET ÉPREUVES CANTONALES**

### **7.1 Épreuves cantonales**

En principe, tous les élèves passent les épreuves cantonales.

Lors des épreuves cantonales, les mêmes conditions particulières appliquées durant l'année scolaire sont mises en place. Les résultats aux épreuves entrent dans le processus de décision de promotion et d'orientation.

### **7.2 Promotion en fin d'année**

Compte tenu de son handicap, l'élève ayant des besoins particuliers doit pouvoir respecter les exigences de promotion avec les aménagements proposés et les outils mis à sa disposition.

En cas de doute, la situation est présentée à l'inspecteur d'arrondissement, respectivement au Service, qui prend la décision en fonction de l'intérêt supérieur de l'élève.

## 8. ENTRÉE EN VIGUEUR

Les présentes directives entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2017.

Sion, le 23 mars 2017 GD



**Oskar Freysinger**  
Conseiller d'État

### Distribution :

- Inspecteurs de la scolarité obligatoire
- Conseillers pédagogiques de l'enseignement spécialisé
- Directions des écoles
- Service cantonal de la jeunesse



## **WEISUNGEN**

**vom 23. März 2017**

### **betreffend die besonderen schulischen Massnahmen für Kinder der obligatorischen Schulzeit mit verschiedenen Störungen und Behinderungen (Zyklus 1, 2, 3)**

---

*Im vorliegenden Dokument gelten alle Personen-, Status- oder Funktionsbezeichnungen für beide Geschlechter.*

Eingesehen das Gesetz über das öffentliche Unterrichtswesen vom 4. Juli 1962;

eingesehen das Gesetz über die Sonderschulung vom 12. Mai 2016;

eingesehen das Bundesgesetz über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen vom 13. Dezember 2002;

eingesehen die Verordnung über die Beurteilung der Leistungen der Schülerinnen und Schüler der obligatorischen Schulzeit vom 17. Juni 2015, insbesondere Artikel 29;

erwägend, dass gewisse offizielle Bestimmungen zugunsten von Schülerinnen und Schülern mit verschiedenen Störungen und Behinderungen angepasst werden müssen;

auf Antrag der Dienststelle für Unterrichtswesen,

#### ***entscheidet:***

#### **1. ZWECK**

Die vorliegenden Weisungen sollen es den Schülerinnen und Schülern, welche von verschiedenen Störungen oder Behinderungen betroffen sind, ermöglichen, mit entsprechenden Hilfsmitteln dem regulären Schulunterricht zu folgen. Es kommt allerdings vor, dass die Umsetzung von besonderen Massnahmen nicht immer ausreicht, um die Ziele des Programms zu erreichen und schulisch zu bestehen.

#### **2. ANWENDUNGSBEREICH**

##### **2.1 Betroffene Schülerinnen und Schüler**

Die besonderen Massnahmen richten sich an Schülerinnen und Schüler mit schweren Störungen und verschiedenen Behinderungen (Dyslexie, Dysphasie, Dysorthographie, Dyskalkulie, Dyspraxie, ADHS, problematische Hochbegabungen, Sinnesstörungen und andere Behinderungen), sofern die Diagnosen von den vom Departement

anerkannten Fachpersonen (insbesondere Logopädin, Psychologe, Kinderarzt, Facharzt) gestellt wurden.

## **2.2 Betroffene Stufen**

Die besonderen Massnahmen gelten für alle Schülerinnen und Schüler, die der obligatorischen Schulzeit angehören.

## **3. MELDUNG**

Die Meldung kann von der Lehrperson, den Eltern, einer Fachstelle, der Schuldirektion oder anderen Schulbehörden gemacht werden.

Die Eltern werden in jedem Fall informiert und die Meldung wird der Klassenlehrperson mitgeteilt, die ihre Direktion darüber informiert.

### **3.1 Meldung**

Bemerkt die Lehrperson bei einem Schüler oder einer Schülerin Symptome für eine der unter Punkt 2.1 beschriebenen Störungen oder Behinderungen, muss sie:

- die Eltern oder den gesetzlichen Vertreter darauf ansprechen;
- die Klassenlehrperson (und auf OS-Stufe den Klassenrat) darüber informieren;
- die direkten Ressourcen der Schule (Stützlehrperson, Fachpersonen des ZET, ...) mobilisieren;
- den Schüler oder die Schülerin gemäss dem Grundsatz der einheitlichen Anlaufstelle der Schuldirektion melden;
- den Eltern die Abklärung durch eine anerkannte Fachperson im Rahmen der pluridisziplinären Koordinationssitzung vorschlagen.

### **3.2 Begleitung**

Sind die Behinderung oder die Einschränkungen des Schülers oder der Schülerin anerkannt diagnostiziert, muss die Lehrperson:

- den Schüler oder die Schülerin bestärken, damit diese/r weiss, dass man seine/ihre Schwierigkeiten kennt und darauf eingeht;
- dem Schüler oder der Schülerin erlauben, von gewissen Anpassungen und Sonderbestimmungen für Prüfungen profitieren zu können, darunter: angemessene Zeit, mündliches Vorlesen von Anweisungen, Unterstützung durch eine/n Mitschüler/in, zur Verfügung stellen von Referenzdokumenten, Informatiktools, elektronischen Wörterbüchern, Taschenrechner usw.
- die Schwierigkeiten des Schülers oder der Schülerin bei der Beurteilung berücksichtigen und allenfalls die nötigen Dispensen beim Schulinspektor einholen;
- bei Bedarf für die Umsetzung der gewählten Massnahmen mit der Stützlehrperson zusammenarbeiten;
- die Information an die Klassenlehrperson der neuen Klasse weiterleiten.

Die Lehrperson setzt in jedem Fall den von der Direktion getroffenen Entscheid bezüglich der Anpassungen um (vgl. Punkt 6).

#### **4. PÄDAGOGISCHE BERATUNG**

Der Pädagogische Berater des Amtes für Sonderschulwesen kann auf Anfrage und in Zusammenarbeit mit dem Schulinspektor der Schuldirektion pädagogische Beratungen anbieten.

#### **5. VERANTWORTUNG DER ELTERN**

Leidet ein Kind an einer der unter Punkt 2.1 beschriebenen Störungen und wurde dazu von einer anerkannten Fachperson eine Diagnose gestellt, sind die Eltern dafür verantwortlich, die Lehrperson und die Schuldirektion darüber zu informieren. Sie stellen der Lehrperson das gesamte Dossier mit allen Fachberichten zur Verfügung. Sie pflegen eine Zusammenarbeit mit der Schule, was eine optimale Betreuung des Kindes ermöglicht, und erlauben dem Kind den Zugang zu allfälligen Behandlungen, die von Spezialisten vorgeschlagen werden.

#### **6. VERANTWORTUNG DER SCHULBEHÖRDE**

Es liegt in der Verantwortung der Schuldirektionen und subsidiär des Schulinspektors, sich zu vergewissern, dass die Lehrpersonen die vorliegenden Weisungen anwenden.

Die Schuldirektion vergewissert sich, dass die Behinderung des Schülers oder der Schülerin anerkannt ist und gestützt auf die Diagnose eines Spezialisten sowie in Absprache mit der Klassenlehrperson und den Eltern die nötigen Massnahmen gemäss Art. 29 der Verordnung über die Beurteilung getroffen werden.

Der Entscheid, für das Absolvieren von Prüfungen Sonderbestimmungen zu erlauben sowie die Wahl der entsprechenden Anpassungen wird von der Schuldirektion gefällt, wobei die Eltern angehört werden, die Klassenlehrperson (und der Klassenrat für die OS) und die Sonderschullehrperson ihre Vormeinung abgeben und die anerkannte Fachstelle einen Vorschlag macht.

Dieser Entscheid wird von der Schuldirektion formell gefällt und an die Eltern weitergeleitet. Der Entscheid muss im Beurteilungsdossier des Schülers zu finden sein.

Beim Übertritt in eine höhere Stufe leiten die Schulbehörden die detaillierten Informationen zu den Schülerinnen und Schülern, die aufgrund ihrer anerkannten Behinderung besondere Massnahmen benötigen, weiter.

#### **7. PROMOTION UND KANTONALE PRÜFUNGEN**

##### **7.1 Kantonale Prüfungen**

Grundsätzlich legen alle Schülerinnen und Schüler die kantonalen Prüfungen ab.

Die während des Schuljahres bewilligten Sonderbedingungen gelten auch für die kantonalen Prüfungen. Die Ergebnisse der Prüfungen fliessen in die Entscheidungsprozesse zur Promotion und Orientierung mit ein.

## 7.2 Promotion am Ende des Schuljahres

Schülerinnen und Schüler mit einer Behinderung oder Störung müssen die gleichen Promotionsbedingungen erfüllen wie alle anderen wobei sie von gewissen Anpassungen und zur Verfügung gestellten Instrumenten profitieren können.

Im Zweifelsfall wird die Situation vor den Schulinspektor des Schulkreises oder die Dienststelle gebracht, der/die im Interesse des Schülers oder der Schülerin einen Entscheid fällt.

## 8. INKRAFTTRETEN

Die vorliegende Weisung tritt am 1. April 2017 in Kraft.

Sitten, den 23. März 2017 GD



**Oskar Freysinger**  
Staatsrat

### Verteiler:

- Schulinspektoren der obligatorischen Schulzeit
- Pädagogische Berater des Sonderschulwesens
- Schuldirektionen
- Kantonale Dienststelle für die Jugend